

Bonnes nouvelles

(solidarité avec les Continental, Caterpillar, Mollex ...)

Lors de l'annonce officielle de la reprise, le 2 février 2009, l'ancienne-nouvelle direction avait affirmé que les conditions sociales de l'ensemble des salariés seraient maintenues à l'identique. Cela a été redit dans le flash intox de la semaine dernière à propos de la renégociation des accords collectifs.

Cela n'empêche évidemment pas la direction de faire le contraire ... en douce. En effet, le projet d'externaliser les services support est en lui-même une remise en question des conditions sociales. En parcelisant l'usine, en faisant sous-traiter une partie de l'activité, c'est le début d'un processus dangereux pour l'ensemble des salariés.

Tout d'abord, cela correspond à une volonté de réduire les coûts salariaux puisque l'externalisation du gardiennage, des pompiers et de la logistique s'accompagnera inévitablement par la remise en cause des conventions collectives de la métallurgie.

Cela correspond aussi à une volonté de diviser les salariés en créant des statuts différents et par la suite des avenir différents selon le service où l'on travaille. Les pressions seraient plus importantes sur des parties du personnel ainsi isolées.

Cela correspond aussi à une remise en cause des conditions de travail. L'externalisation ou la sous-traitance ne se traduit jamais par une amélioration de l'organisation du travail. Au contraire, ce sont les risques de disfonctionnement qui augmentent.

La direction, non seulement, manque de transparence quant à ses intentions réelles mais en plus adopte un double langage. D'un côté, elle essaie de rassurer en garantissant le statu quo et de l'autre prépare dans l'ombre un démantèlement de l'usine.

Nous sommes opposés à tout projet visant à externaliser quelque service que ce soit. Il en va de l'intérêt immédiat des salariés directement concernés mais aussi de tous les autres. Nous ne pouvons qu'être affaiblis collectivement par cette restructuration.

Lors d'une rencontre récente avec l'ensemble des syndicats ouvriers, nous étions d'accord pour dénoncer ce processus d'externalisation, y voyant un danger pour nous tous. Il s'agit maintenant de nous donner les moyens d'y faire face.

L'avenir de l'usine dépend en grande partie de notre capacité à maintenir l'unité du site et des salariés. Nous devons refuser l'éclatement de l'usine qui laisse la porte ouverte à trop de mauvaises surprises.

La direction travaille dans l'ombre et compte nous mettre au pied du mur dès qu'elle sera prête, dès qu'elle aura finalisé un accord avec un repreneur qui semble être Suez-Gaz (une filiale de Suez). Visiblement, cela se prépare pour septembre.

Nous avons intérêt à discuter de cette situation et de nous préparer à nous opposer à l'externalisation. C'est en restant unis et solidaires que nous défendrons au mieux à la fois nos salaires, nos conditions de travail et l'avenir de nos emplois.



PREMIERS RÉAMÉNAGEMENTS

Il est donc prévu de libérer de la place dans l'usine pour accueillir les machines destinées aux futurs projets (ce que dit la direction) : objectif 10800 m². Les chantiers devraient débuter vers la fin de l'année.

La direction, obligée par la loi, a lancé la consultation du CHSCT. Nous avons reçu 54 lay-out correspondant à autant de déplacements ou modifications de secteurs et machines. Il n'y a rien de secret ou confidentiel et pourtant, nous avons eu l'interdiction d'afficher ces lay-out sous peine d'arrêter immédiatement l'information au CHSCT. Et oui ça se passe comme ça chez Ford-First, du chantage, toujours aussi préoccupée pour informer largement les salariés.

Ceci dit, ceux parmi les collègues qui veulent en savoir plus peuvent contacter les membres CGT du CHSCT. Nous communiquerons les informations en notre possession.

MANIFESTONS LE SAMEDI 13 JUIN

Il y a sans doute peu d'enthousiasme à aller manifester ce samedi. La succession des journées d'action depuis janvier et ce, sans trop avoir d'objectif clair, n'aide pas au renforcement de la mobilisation. Il y a même comme un sentiment de gâchis quand on se souvient que nous étions plus de 3 millions dans la rue en mars.

Les raisons de lutter sont bien toujours là. Alors que les marchés financiers se portent bien, la vague de licenciements et de fermetures d'entreprises continue et devrait même continuer encore longtemps. Les pressions des patrons sur les salaires et conditions de travail s'intensifient un peu partout.

Une discussion sur la stratégie adoptée par les organisations syndicales nous semble nécessaire. Pour lutter contre les licenciements, cela suppose un mouvement social d'envergure, une grève générale comme en 68 ou 36.

La manifestation de samedi ne changera pas la donne, mais cela compte d'être nombreux pour dire qu'il faut préparer la riposte à la hauteur des enjeux. Soyons nombreux, **samedi 13 à 10 heures, allées de Tourny, Bordeaux.**

A PROPOS DES « NÉGOCIATIONS » DES ACCORDS COLLECTIFS

Les « négociations » des accords collectifs ont donc commencé. La direction prévoit une réunion par semaine, au moins jusqu'aux vacances d'été. C'est la première grande étape depuis la reprise et le changement de patron.

La direction dit vouloir revoir les accords. Nous précisons que le « nous » utilisé dans le flash « intox » n° 8 ne concerne en rien les syndicats qui ont tous déclaré lors de la première réunion refuser la moindre remise en cause des avantages ou acquis que nous avons.

La direction est particulièrement ambiguë sur ce qu'elle souhaite. D'un côté, elle dit qu'il n'est pas question de s'attaquer à nos salaires et à nos conditions de travail mais de l'autre elle veut quand même rediscuter de certains aspects comme la grille des salaires, le calcul des RTT, le Compte Epargne Temps (CET), les primes ...

La direction parle de « toiletter », de « dépoussiérer, de « moderniser » les accords. Autant de mots qui semblent bienveillants mais qui en réalité veulent cacher ses réelles intentions. S'il est question de changer quelques aspects ce n'est pas par plaisir de rencontrer les syndicats et passer du temps en réunions.



PAS D'ARGENT POUR PAYER LES TAXES

Dans un flash « intox » la direction nous explique qu'elle a décidé de faire enlever les panneaux extérieurs qui ont le logo Ford. La raison invoquée n'est pas le fait que nous ne sommes plus « Ford ». Non, ce serait à cause de la mairie de Blanquefort qui appliquerait une nouvelle loi qui taxe la publicité extérieure.

Il se trouve que la mairie dément l'affirmation de la direction. Elle n'aurait jamais demandé quoique ce soit à propos de ces panneaux.

Et puis il faudrait que la direction s'explique sur les panneaux à l'intérieur car il ne s'agit plus, dans ce cas, de payer des taxes à la mairie. Est-ce qu'elle ne nous raconterait pas n'importe quoi, encore une fois ?

PLAN DE FORMATION INSUFFISANT

Le plan de formation mis en place par la direction est loin de rassurer. Il n'y a pratiquement pas de formation qualifiante. Pour l'essentiel, elles ne durent qu'un ou deux jours. Les objectifs ne sont pas définis et nous ne savons pas qui parmi le personnel est concerné, ni comment les choix vont s'effectuer. Nous demandons un suivi de près.

La direction a un objectif qui est de grappiller par-ci par-là des petites choses et au bout du compte de réduire les coûts et donc de s'attaquer à nos salaires. Seulement elle va le faire de manière prudente en évitant l'affrontement. Elle a en mémoire la mobilisation de ces dernières années et maintenant qu'elle a retrouvé une période de calme social, elle voudrait éviter de déclencher à nouveau la colère. Alors elle va tâter le terrain, elle va essayer de mesurer ce qu'elle peut nous prendre. D'où sa stratégie tordue.

Déjà, la proposition de grille des salaires (du style GFT) qui supprime les indices et laisse seulement un mini-maxi pour chaque coefficient semble anodine. Mais dans le fond, il s'agit bien d'une grille qui donne plus de souplesse, donc moins de contrainte en ce qui concerne les augmentations. Une grille qui individualise encore plus le salaire de chacun, ce qui fait que nous aurons encore plus de mal à nous y retrouver.

Les patrons ont partout la même stratégie, celle de remettre en cause les salaires. Et ils le font plus ou moins finement en fonction du rapport de force. Nous devons être vigilants mais surtout nous préparer à défendre réellement ce que nous avons.

FIRST FAIT LA MANCHE

Ford-First n'est pas très bavarde sur la situation exacte. Il semblerait qu'elle soit à la recherche d'argent pour assurer des investissements.

Par exemple, elle ne peut pas financer la construction du bâtiment (éoliennes) et demande aux pouvoirs publics une aide de 13 millions d'euros, ce qui correspondrait au coût total du bâtiment.

Comme tous les patrons, ils se plaignent de payer trop de taxe mais n'hésitent pas à « taxer » les pouvoirs publics dès qu'ils en ont l'occasion.



SOIRÉE CONCERT-DÉBAT EN SEPTEMBRE

Un an après le concert de soutien à la mobilisation des « ford », nous allons organiser, avec le comité de soutien et la mairie de Blanquefort, une nouvelle soirée festive le samedi 5 septembre à Blanquefort.

Nous organiserons aussi, ce jour-là, un débat sur la défense de l'emploi dans la région. Il est important de rappeler à tous que l'avenir de l'usine est loin d'être garanti et que la mobilisation pour la défense de nos emplois mais aussi de tous les emplois induits est toujours d'actualité.